

FAITS SAILLANTS

- La malnutrition aiguë globale (MAG) a régressé de 1,5 % de son taux de 14,8% en 2012 mais elle est toujours au-delà du seuil d'alerte de 10%.
- Les inondations à Maradi révèlent un état d'impréparation.
- L'absence de pluies et d'écoulements dans les koris ralentit la campagne d'oignon à Agadez.

CHIFFRES CLES

Population totale	17 M
Nb. de réfugiés maliens au Niger	50 000
Classement IDH (sur 186)	186
Pop. affectée par la crise alimentaire	2.9 M
Taux de MAG chez les <5 ans	13,3 %
Pop. sans accès à l'eau potable	48 %

Sources : UNDESA UNHCR, UNDP, CAP 2013, UNICEF

FINANCEMENTS CAP 2013

354,4 millions
fonds requis (en US\$)

39%
financés



Résultats de l'enquête sur la nutrition P1

Premières inondations P2

Les cultures maraîchères en retard à

Agadez P3

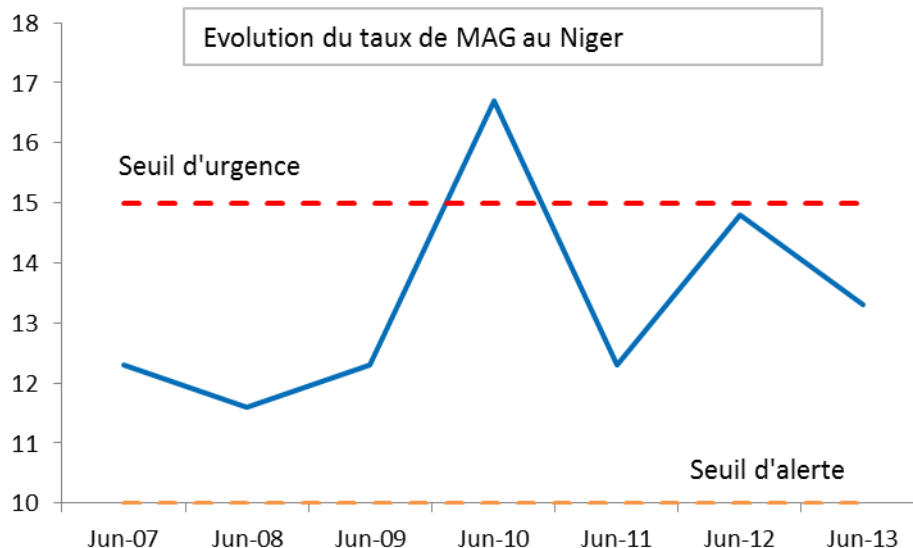
Légère baisse de la malnutrition aiguë globale qui reste toujours au-delà du seuil d'alerte de 10%

L'état nutritionnel des enfants nigériens de moins de 5 ans s'est légèrement amélioré en 2013, mais la situation demeure encore préoccupante avec un taux de malnutrition aiguë globale à 13,3% et de malnutrition aiguë sévère à 2,6%.

La malnutrition aiguë globale (MAG) a certes régressé de 1,5 % de son taux de 14,8% en 2012 mais elle est toujours au-delà du seuil d'alerte de 10%, révèlent les conclusions de l'enquête sur la nutrition des enfants de 0 à 59 mois publié ce mois de juillet

Cette moyenne de 13.3% couvre des disparités régionales mais aussi celles des zones rurales par rapport aux villes.

En effet, la région de Maradi présente un taux de 16.3% de prévalence de la MAG, au-delà du seuil d'urgence (15%) fixé par l'OMS.



Agadez et Maradi à peine sous le seuil d'urgence

L'enquête révèle aussi que la situation est encore plus inquiétante dans les zones rurales de Maradi (19%) qu'en milieu urbain de la même région (11,2%). La même situation s'observe en milieu rural de Zinder (14,9%) et à Agadez (14,5%). Ces taux sont certes en deçà du seuil d'urgence mais juste de peu. Le taux de la MAG est une sommation de la malnutrition aiguë modérée (MAM) et de la malnutrition aiguë sévère (MAS).

Les taux de malnutrition aiguë globale à Agadez et Zinder sont en deçà du seuil d'urgence mais juste de peu.

Le seuil d'urgence de la MAS est à 2% (OMS-2006). A l'exception de la zone urbaine de Niamey (la capitale), toutes les autres régions dépassent ce taux d'urgence. Diffa culmine à 3.9%

Les données montrent que les garçons sont plus touchés par la MAG (15%) contre 11.6% de fillettes.

Des mesures d'urgence sont à prendre car l'analyse de la tranche d'âge des 6-23 mois, fenêtre opportune de la malnutrition, révèle une prévalence de 20% pour la MAG (seuil d'alerte 10% et seuil d'urgence 15%) et de 4.9% pour la MAS (seuil critique 2%). La situation est respectivement de 8.9% de MAG et 1.3% de MAS pour les enfants de plus de deux ans.

Face à la prévalence de la MAG, la malnutrition chronique a perdu de visibilité tout en continuant ses ravages auprès des enfants de moins de 5 ans. Elle est de 42.5% au niveau national, avec les mêmes disparités régionales et selon la zone de résidence rurale ou urbaine.

Le classement selon l'OMS de la malnutrition chronique place en *situation critique* (> 40%) les régions de Maradi (55%), Zinder (48.1%) et Diffa (42.3%), les régions en *situation sérieuse* (30-40%) sont Tillabéry (38.7%), Dosso (37.8%), Tahoua (37.5%) et Agadez (37.2%).

La situation sanitaire et nutritionnelle sur le camp des réfugiés d'Intikane est difficile

Selon les conclusions d'une mission conjointe UNHCR-PAM-UNICEF qui s'y est rendue du 18 au 24 juillet, le niveau de prévalence de la malnutrition chez les enfants de 6-23 mois et chez les femmes enceintes et allaitantes est des plus préoccupant.

Le taux de malnutrition global est de 27,75% dont 22,61% de malnutris modérés chez les 6 -23 mois. La non utilisation des méthodes de planification familiale par la communauté, le non-respect des normes dans la préparation de la bouillie distribuée dans les centres de wet feeding et la faible fréquentation des points de wet feeding par les mères à cause de l'éloignement des zones d'habitation expliqueraient la situation. En outre, la mission a constaté qu'il n'existe pas de base de données sur le suivi journalier des repas et qu'il n'y avait non plus de personnel qualifié.

Par ailleurs, la mission a déploré le non archivage des rapports statistiques mensuels, le manque de registre statistique pour les femmes enceintes et/ou allaitantes, le non-respect de leurs rations, le manque de formation des agents sur le nouveau protocole de prise en charge de la malnutrition, le manque de relais communautaires, la rupture d'intrants CRENAS depuis quatre mois et la menace d'effondrement du magasin de stockage pour les intrants wet feeding. Elle a cependant relevé que les intrants, les médicaments pour le traitement systématique ainsi que les registres de stocks sont disponibles au niveau du CRENAM et que les critères d'admission des enfants sont respectés.

Sur le plan sanitaire, les principales affections couramment rencontrées sont les maladies respiratoires, les maladies diarrhéiques et les cas de paludisme, note la mission. Deux cas présumés de rougeole ont été déclarés dont un cas confirmé et traité au niveau du centre de santé. Un entretien avec la population sur les cas de rougeole montre qu'elle est réticente à se présenter au centre de santé. Une campagne de vaccination contre la rougeole est envisagée dans les jours à venir en collaboration avec le district sanitaire de Tchintabaraden.

Aucune des mesures prévues par le plan de contingence régional n'avait été mise en œuvre.

Gestion des inondations : encore du travail à faire

Les précipitations du 17 au 20 juillet derniers ont provoqué des inondations dans les villages de Sabon Machi et de Dan bédi dans le département de Dakoro, mettant à nue l'impréparation des communautés affectées à gérer certaines conséquences des catastrophes naturelles, les intempéries notamment.

Soixante-dix-huit millimètres de pluies tombées dans la nuit du 19 au 20 juillet 2013 auront suffi pour faire de 70 ménages de Sabon Machi et cinq autres du village de Dan-bédi des sans-abris ayant besoin d'une assistance d'urgence.

Une mission conjointe d'évaluation de la situation conduite par le comité régional de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires (CRPGCCA) avec l'appui technique de OCHA, du PAM et de la Croix Rouge Nigérienne s'est rendu sur place. Elle a révélé qu'il faudrait traiter très rapidement la marre contre les moustiques, désinfecter les alentours du marché et le long de la route qui traverse le village, et organiser une assistance d'urgence aux 70 ménages sans abris de Sabon Machi.

Les besoins seraient de 140 tentes familiales, 210 couvertures, 210 nattes, 140 moustiquaires imprégnées, 70 kits de cuisine, 7 tonnes de céréales et 700 litres d'huile.

Les précautions n'avaient pas été prises : les caniveaux n'avaient pas été curés, le stock de contingence était absent

La mission estime qu'il faudrait aussi envisager ultérieurement, la reprise du pont et de la pente déversante, la relocalisation des populations en dehors des bas-fonds et l'assainissement urbain par la construction des caniveaux et des latrines familiales ou communautaires.

Au-delà de la réponse d'urgence, la mission a surtout constaté qu'aucune des mesures prévues par le plan de contingence régional n'avait été mise en œuvre par le comité départemental, resté inactif. Parmi ces mesures figurait notamment le curage des caniveaux bouchés.

En fait, l'ampleur des précipitations ne pouvait à elle seule expliquer les inondations qui sont plutôt imputables à l'état dégradé des ouvrages d'assainissement et d'écoulement des eaux.

Les stocks de contingence prévus par le plan de contingence n'avaient pas non plus été constitués, ce qui n'a pas permis une assistance rapide des populations sinistrées. Ces premières inondations dans la région, révèlent aussi que malgré les corrections apportées dans l'élaboration du plan de contingence, celui-ci demeure encore limité au regard de l'impréparation des acteurs, de la lenteur dans la collecte et la transmission des données, la fiabilité des informations et l'organisation de l'assistance.

Culture de rente à Agadez: les maraîchers attendent la pluie et les crues

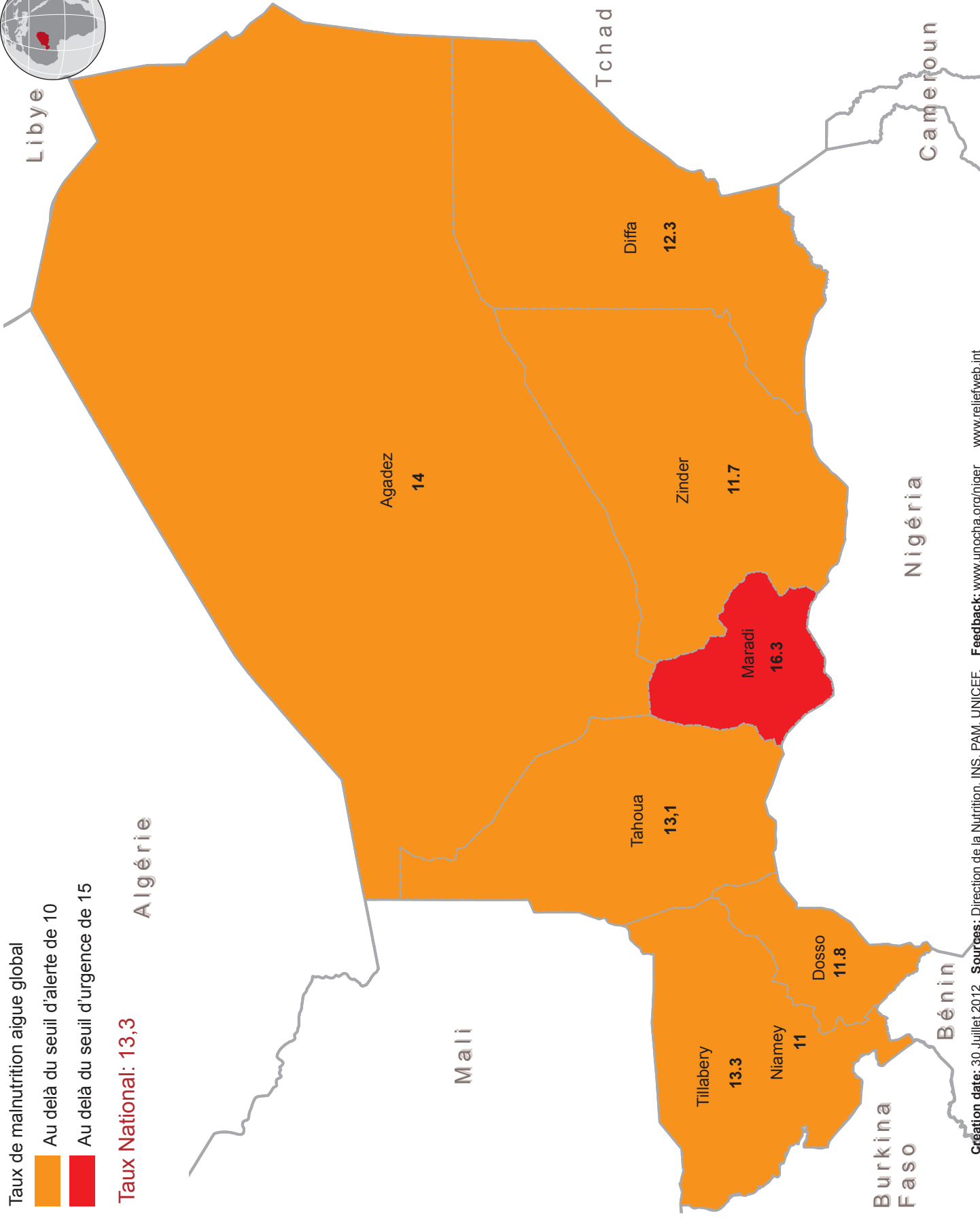
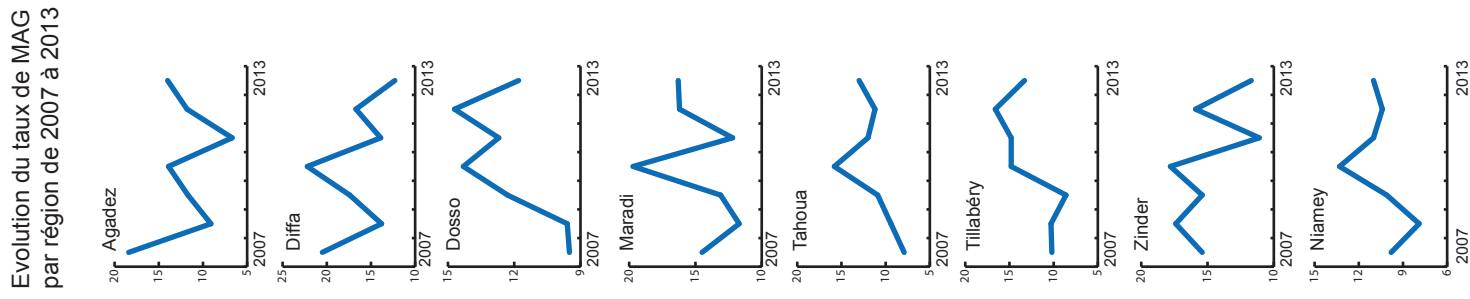
La culture d'oignon est en retard dans la région d'Agadez. Seuls 14 des 252 sites de la région ont entamé leurs repiquages au 29 juillet 2013 alors que le taux de repiquage était de 100% à la même époque de l'année précédente. L'absence de pluies et d'écoulement des Koris ralentit ainsi le début de la campagne.

Des crues moyennes variant de 2 à 3 ont été enregistrées sur les principaux koris du sud du département de Tchirozérine, Ingall et Tchimoumounane mais pas dans l'Aïr qui représente la principale zone de production. Aucun passage n'y a été signalé sur les principaux koris au 29 juillet. L'absence des écoulements retarde ainsi des activités de semis de céréales et d'oignon sur certains sites dont Tabelot, Dabaga, Timia, Gougaram, Dannat où la nappe phréatique a atteint un seuil critique.



- Taux de malnutrition aigue global
- Au delà du seuil d'alerte de 10
 - Au delà du seuil d'urgence de 15

Taux National: 13,3



Création date: 30 Juillet 2012 **Sources:** Direction de la Nutrition, INS, PAM, UNICEF. **Feedback:** www.unocha.org/niger www.reliefweb.int
 The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

L'oignon constitue la principale culture de rente de la région. Environ 90% de sa production est destinée à l'exportation vers la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria. Le reste de la production est consommé localement.

La culture de l'oignon occupe plus de 11.000 producteurs organisés en coopératives exploitant 4215 ha repartis sur 250 sites.

Elle était en première place des emblavures avec un taux de 54.61% contre seulement 8,5% des emblavures pour le mil au cours de la campagne agricole d'hivernage 2012. (voir ci-dessous)

	Contribution des cultures maraichères dans l'économie de la Région						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Qté (T)	23605,65	46724,75	56 194,50	63 886	24 288,20		22 643
Equivalent céréaliier (T)	5 901	11 681	14 049	15 972	6 072		2581
Revenus (FCFA)	5 193 243 000	6 218 621 375	6 472 455 000	4 608 405 500	6 770 530 000		4 528 600 000

Le déficit d'eau ayant retardé les repiquages qui auraient dû commencer au mois de juin, une éventuelle récolte pourrait coïncider avec celles de l'oignon de contre-saison de Tahoua. L'on pourrait alors avoir une situation de surproduction et de saturation des marchés avec la baisse des prix de l'oignon et du pouvoir d'achat des producteurs comme conséquence.

Financement humanitaire

CAP NIGER 2013 - CAP Funding Snapshot Requirements, Fundings par Cluster 31 July 2013

Compiled by OCHA on the basis of information provided by donors and appealing

	Revised requirements USD	Funding* USD D	% Covered E/B
CLUSTER NOT YET SPECIFIED	0	1,789,235	0%
COORDINATION/IM	3,900,908	2,260,873	58%
EARLY RECOVERY	4,729,134	2,106,819	45%
EDUCATION	2,495,045	0	0%
EMERGENCY PREPAREDNESS	1,740,900	834,957	0%
FOOD SECURITY	130,520,933	26,690,107	20%
HEALTH	16,304,531	6,751,302	41%
LOGISTICS	7,251,013	4,938,018	68%
MULTI-SECTOR	74,195,398	41,162,898	54%
NUTRITION	91,006,898	51,373,242	56%
PROTECTION	3,655,963	0	0%
WATER, SANITATION AND HYGIENE	19,477,236	1,916,232	10%
Grand Total:	355,277,959	139,823,683	39%

A noter que ces chiffres sont ceux postés sur le Financial Tracking System (FTS) à la date du 31 juillet 2013. La situation des contributions annoncées ou en cours de libéralisation peut ne pas y être encore mentionnée.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Franck Kuwonu, Chargé de l'Information, kuwonu@un.org, Tél. (+227) 96 00 94 96

Dieudonné Bamouni, Chef de Bureau, dieudonneb@un.org, Tél. (+227) 96 00 94 98

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur www.unocha.org/niger | www.reliefweb.int